



# Actualités OFS

---

4 Economie nationale

Neuchâtel, mars 2008

## Révision du compte de production

Principaux changements méthodologiques et conceptuels

---

**Renseignements:**

Klaus Leemann, OFS, Section Comptes nationaux, tél.: 032 713 60 71

E-mail: [Klaus.Leemann@bfs.admin.ch](mailto:Klaus.Leemann@bfs.admin.ch)

Numéro de commande: 964-0800



# Table des matières

<b>1</b>	<b>Généralités sur le compte de production de la Suisse</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>Principaux changements conceptuels et méthodologiques touchant le compte de production</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>Changements touchant les secteurs et les branches</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>Résultats pour l'année 2005</b>	<b>6</b>

## 1 Généralités sur le compte de production de la Suisse

Le compte de production décrit l'activité économique sous l'angle de la formation du produit intérieur. Il présente les flux monétaires relatifs à la production et à la consommation intermédiaire ainsi que la valeur ajoutée, qui est la différence entre ces deux grandeurs. Le compte apparaît selon trois structures différentes: par branches, par secteurs économiques et par secteurs institutionnels. La série chronologique des résultats annuels remonte jusqu'à l'année 1990. Une première estimation du compte de production est publiée pour chaque année en septembre de l'année suivante. A ce moment-là, toutes les sources d'information n'ont pas encore pu être exploitées. Depuis 2006, l'OFS publie les résultats de cette première estimation pour six groupes de branches (structure A6<sup>1</sup>). Ainsi, neuf mois après la fin de l'année civile, des informations sont déjà disponibles sur l'évolution de l'activité de production de ces groupes de branches. Les résultats basés sur l'exploitation complète de toutes les données disponibles paraissent l'été suivant (un an après les premières estimations) pour les branches du deuxième niveau de classification de la NOGA<sup>2</sup>. A ce niveau, le compte de production est comparable avec celui des pays de l'Union européenne.

Les comptes nationaux (CN) et le compte de production, qui en est une composante essentielle, sont régulièrement révisés en profondeur. Ces révisions indispensables permettent d'intégrer dans les calculs de nouvelles méthodes et de nouveaux concepts. Le but des CN est de représenter aussi fidèlement que possible la réalité de l'activité économique de la Suisse. Or depuis le premier calcul du compte de production, la méthodologie n'a cessé d'évoluer. Les acquis théoriques nouveaux ont été pris en considération à chaque révision. Une étape importante a été franchie en 2003 avec le passage du SEC 78 au SEC 95<sup>3</sup>. Les CN ont alors fait un grand pas vers la comparabilité internationale des résultats. Les adapta-

tions conceptuelles et méthodologiques réalisées dans le cadre de la révision de 2007 constituent un progrès supplémentaire vers une meilleure comparabilité internationale.

La présente publication porte sur les principales modifications qui ont été apportées au compte de production dans le cadre de la révision de 2007, et expose les changements méthodologiques y relatifs. Des adaptations ont été faites également au niveau de certaines branches, pour lesquelles on dispose aujourd'hui d'informations supplémentaires qui n'étaient pas disponibles en 2003 lors du passage au SEC 95. On trouvera en annexe les tableaux des résultats révisés. Considérant que la révision concerne toute la période depuis 1990, les résultats ont été rétopolés jusqu'à cette année-ci. Les présentes Actualités OFS se limitent au compte de production; un autre bulletin d'actualités<sup>4</sup> a été consacré aux changements qui touchent l'ensemble des CN.

## 2 Principaux changements conceptuels et méthodologiques touchant le compte de production

Un des plus importants changements conceptuels de cette révision concerne les **SIFIM (services d'intermédiation financière indirectement mesurés)**. Les SIFIM mesurent la part des services bancaires que les intermédiaires financiers ne facturent pas explicitement à leurs clients sous la forme d'une commission, mais qu'ils prélèvent indirectement sous la forme d'une marge d'intérêt. Ces services bancaires implicitement facturés contenus dans le différentiel d'intérêt et qui n'apparaissent pas directement, sont une grandeur difficile à estimer. Jusqu'à la révision de 2007, le traitement des SIFIM n'avait pas d'impact sur le PIB car ils étaient neutralisés par le biais d'une correction<sup>5</sup>. Ces dernières années, une nouvelle méthode a été développée au niveau international qui permet de répartir correctement les SIFIM entre les différents acteurs économiques. Les SIFIM sont ventilés entre la consommation finale des ménages, les exportations et la consommation intermédiaire de tous les agents économiques considérés dans le compte de production. Cette nouvelle méthode d'estimation et de ventilation des

<sup>1</sup> Dans la structure A6, le compte de production est subdivisé en six groupes de branches (secteur primaire; industrie et énergie; construction; commerce, restauration, hôtellerie, transports et communications; activités financières, location, R-D, services aux entreprises; administrations publiques, enseignement, santé, autres services).

<sup>2</sup> La NOGA est la nomenclature générale des activités économiques valable pour la Suisse. Le deuxième niveau de classification de la NOGA comprend 60 branches économiques. La NOGA est accessible sur le portail statistique de l'OFS ([www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch)), sous la rubrique Infothèque.

<sup>3</sup> SEC: Système européen des comptes. Le passage du SEC 78 au SEC 95 est présenté dans «Une introduction à la théorie et à la pratique des Comptes nationaux. Méthodes et concepts du SEC», Neuchâtel, 2003. Numéro de commande 219-0300. Téléchargeable sur [www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch)

<sup>4</sup> Actualités OFS: «Révision des Comptes nationaux. Principaux changements», Neuchâtel, août 2007. Numéro de commande 913-0700-05. Téléchargeable sur [www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch)

<sup>5</sup> La correction consistait à traiter le montant total des SIFIM (contenus dans la production) comme une consommation intermédiaire attribuée à un secteur fictif.

SIFIM est présentée dans un document disponible sur le portail statistique de l'OFS<sup>6</sup>. Elle a été intégrée dans les CN suisses lors de la révision de 2007. Cette méthode n'est pas neutre pour le PIB, en raison notamment de la part des SIFIM qui est attribuée aux ménages et aux exportations. Les SIFIM, qui sont désormais intégrés dans la consommation intermédiaire au niveau des branches, ont pour effet de changer également les données relatives à la consommation intermédiaire, et donc à la valeur ajoutée, de toutes les branches considérées dans le compte de production.

Un autre changement méthodologique concerne les **amortissements**. Le taux d'amortissement linéaire qui était utilisé jusqu'à présent a été remplacé par un taux d'amortissement géométrique. Celui-ci représente mieux la réalité car il tient compte du fait que la perte de valeur d'un investissement est sensiblement plus élevée au début de la période d'amortissement que dans les années suivantes.

En matière de **déflation**, des modifications ont été faites pour améliorer le calcul des déflateurs. Certains de ces changements font suite à une adaptation méthodologique destinée à améliorer la comparabilité internationale des résultats. La méthode de calcul des déflateurs a été modifiée dans les branches suivantes: industrie du tabac, machines de bureau et équipements informatiques, récupération, hôtellerie et restauration, transports terrestres, recherche et développement. Dans les transports terrestres par exemple, de nouveaux indices des prix à la production ont été pris en considération afin que la composition du déflateur représente plus fidèlement la structure de la branche.

### 3 Changements touchant les secteurs et les branches

Plusieurs adaptations ont été faites dans le **secteur primaire**. Compte tenu de la hausse des besoins en fourrage des vaches, la fabrication et la consommation d'aliments pour animaux a été corrigée à la hausse. Une autre adaptation concerne l'estimation de la valeur des animaux de rente. Jusqu'ici, les animaux arrivant sur l'exploitation et les animaux quittant l'exploitation (pour l'abattage) avaient une valeur identique. Les animaux entrants seront désormais évalués à un prix plus élevé que les animaux sortants, ce qui induit une légère augmentation de la valeur de production. Enfin, comme

nous l'avons mentionné plus haut, une modification importante a été apportée à la méthode de calcul de l'amortissement. Le taux d'amortissement linéaire a été remplacé par un taux géométrique pour mieux tenir compte du fait que les investissements et les bâtiments se déprécient plus rapidement au début qu'à la fin de leur durée d'utilisation. Le taux d'amortissement linéaire est toutefois maintenu pour les plantations.

Dans les **secteurs secondaire et tertiaire**, on a pris en considération, chaque fois que c'était possible, des sources d'information supplémentaires permettant d'améliorer l'estimation de la production et de la valeur ajoutée. Nous allons examiner ci-après les branches des services qui sont touchées par des changements méthodologiques ou conceptuels. Les branches de l'industrie (branches 10 à 45) ne sont pas concernées par ce type de changements.

Les sociétés financières sont concernées par plusieurs changements conceptuels dont l'effet sur les résultats est appréciable. Dans le domaine des **banques** (branche 65) – mis à part la nouvelle méthode d'estimation des SIFIM (voir ci-dessus le point 2) – le calcul de la valeur de la production de la Banque nationale suisse a été révisé afin d'améliorer la comparabilité des résultats avec ceux des autres pays. La nouvelle méthode aboutit à une valeur de production plus basse mais plus pertinente.

Dans la branche des **assurances** (branche 66), la révision a porté sur la réassurance, sur les caisses de pension et sur les caisses d'allocation familiales professionnelles et privées. De nouvelles informations statistiques ont été utilisées et les méthodes de calcul ont été affinées. La base de données a été modifiée pour les compagnies de **réassurance**, dont les données provenaient jusqu'à présent exclusivement du rapport de l'Office fédéral des assurances privées (OFAP). Ces données ne sont toutefois pas conformes aux définitions des CN car elles couvrent les succursales à l'étranger tandis que les CN doivent uniquement mesurer les activités de réassurance des unités qui résident en Suisse. Afin d'éliminer ces activités à l'étranger, l'OFS a mis sur pied une enquête annuelle auprès des principales compagnies de réassurance permettant d'adapter les données de l'OFAP aux exigences des CN.

En 2004, l'OFS a révisé la **statistique des caisses de pension**. L'enquête qui était conduite tous les deux ans est dès lors devenue annuelle. Les questionnaires ont par ailleurs été adaptés aux normes comptables Swiss GAAP FER 26. Outre les améliorations liées à la périodicité annuelle des relevés, un gain qualitatif a été obtenu grâce à un traitement plus détaillé du compte de pertes et profits

<sup>6</sup> «Services financiers. Une nouvelle mesure des services indirectement mesurés», Neuchâtel 2007. Numéro de commande 910-0700-05, téléchargeable sur [www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch)

dans le questionnaire. L'estimation des flux liés aux caisses de pension a été révisée sur la base des nouvelles données. Un progrès a été réalisé également dans le domaine des **caisses d'allocations familiales professionnelles et privées**, pour lesquelles on ne disposait jusqu'ici d'aucune donnée. Cette lacune a pu être comblée grâce aux estimations de l'Office fédéral des assurances privées (OFAP). L'intégration des nouvelles données dans les CN a nécessité, dans certains cas, une adaptation de la méthode de calcul et s'est traduite par une diminution sensible de la valeur de production et de la consommation intermédiaire des sociétés d'assurances et des caisses de pension. Enfin, des changements méthodologiques ont été opérés dans le calcul des services d'assurance, dans l'estimation des flux financiers des caisses de pension avec l'étranger et dans le traitement de la participation aux bénéficiaires des sociétés.

Le calcul de la valeur de la production et de la valeur ajoutée des **administrations publiques** (branche 75) s'appuie toujours sur les données de l'Administration fédérale des finances. Dans le cadre de la révision, il a toutefois été possible d'intégrer des informations supplémentaires dans le processus de calcul et d'optimiser ainsi les résultats. Par ailleurs, des améliorations ont été apportées à la déflation des prestations du secteur public.

La révision de 2007 a été l'occasion de procéder aussi à des améliorations dans la branche de la santé (branche 85). Lors du passage du SEC 78 au SEC 95 en 2003, les hôpitaux ont été classés dans le secteur des sociétés non financières car ils offrent leur production à des prix économiquement significatifs (ils sont donc considérés comme des producteurs marchands). Corollairement, les homes médicalisés et les établissements psychosociaux ont été, dans le cadre de la présente révision, classés dans la catégorie des producteurs marchands et donc des sociétés non financières. Par ailleurs, des sources d'informations complémentaires ont été mises à profit pour différents domaines de la santé, ce qui a permis de procéder là aussi à des corrections. Les changements opérés dans le cadre de la révision touchent donc la branche de la santé dans son ensemble.

## 4 Résultats pour l'année 2005

Voici un bref aperçu des résultats de l'année 2005. La révision a touché les données de 1990 à 2004. Les données de 2005, qui n'étaient pas encore disponibles au moment de la révision, ont été calculées parallèlement aux travaux de révision. Elles tiennent compte de tous les changements conceptuels et méthodologiques présentés plus haut et n'ont donc pas à être révisées.

En 2005, le secteur bancaire a fourni de loin la plus grosse contribution à la croissance du PIB (0,58 point de pourcentage). Un quart de la croissance du PIB est imputable à l'intermédiation financière (c'est-à-dire aux banques). Viennent ensuite deux branches à forte croissance du secteur industriel: l'industrie chimique (avec le raffinage du pétrole) et l'industrie des instruments médicaux et d'optique et de l'horlogerie. Suivent plusieurs branches du secteur tertiaire dont la dynamique positive a également contribué à la croissance du PIB: postes et télécommunications, location de machines et d'équipements et services aux entreprises, santé et activités sociales, assurances. Il faut citer enfin la construction et la production et distribution d'électricité et d'eau, ainsi que les branches restantes, dont l'agrégation représente une contribution positive à la croissance.

Contribution à la croissance en 2005, par branche	en points de pourcentage
Intermédiation financière (banques)	0,58%
Industrie chimique, raffinage du pétrole	0,31%
Fabrication d'instruments médicaux et d'optique, horlogerie	0,26%
Postes et télécommunications	0,25%
Location de machines et d'équipements services aux entreprises	0,16%
Santé et activités sociales	0,13%
Assurances	0,12%
Construction	0,12%
Production et distribution d'électricité et d'eau	0,11%
Autres branches et ajustements	0,40%
<b>PIB</b>	<b>2,40%</b>

**Vue d'ensemble des tableaux du compte de production**

Les tableaux suivants sont accessibles sur le portail statistique de l'OFS<sup>7</sup>. Les données peuvent être téléchargées gratuitement sous forme de fichiers Excel.

Tableau	Structuration	Données	Unités	Prix
T3a.1n (ES)*	6 branches (A6)	1990–2006	Niveau absolu	prix courants
T3a.1r (ES)*	6 branches (A6)	1991–2006	Taux de variation	prix de l'année précédente
T3a.2n (LS)*	16 branches (A16)	1990–2005	Niveau absolu	prix courants
T3a.2r (LS)*	16 branches (A16)	1991–2005	Taux de variation	prix de l'année précédente
T3a.3n (KS)*	43 branches	1997–2005	Niveau absolu	prix courants
T3a.3r (KS)*	43 branches	1998–2005	Taux de variation	prix de l'année précédente
T3a.4n	Secteurs économiques	1990–2005	Niveau absolu	prix courants
T3a.4r	Secteurs économiques	1991–2005	Taux de variation	prix de l'année précédente
T3a.5n	Secteurs institutionnels	1990–2005	Niveau absolu	prix courants
T3a.5r	Secteurs institutionnels	1991–2005	Taux de variation	prix de l'année précédente

\*ES: première estimation, depuis 1990/91, avec première estimation pour 2006, structure A6 (6 branches).

\*LS: série longue depuis 1990/91, structure agrégée (16 branches).

\*KS: série courte depuis 1997/98, structure détaillée (43 branches).

**Publications consacrées au compte de production en 2008:**

Juillet 2008: publication de résultats provisoires 2006, branches: structure détaillée (T3a.3).

Septembre 2008: publication de la première estimation pour 2007, branches: structure A6 (T3a.1).

<sup>7</sup> [www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch), cliquer sur Thèmes/Economie nationale/Comptes nationaux/Compte de production.

## T3a.3n Compte de production par branches\* (A prix courants, en millions de francs)

NOGA	Branches	2003			2004			2005 p			
		VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	Part VAB
1-5	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture	13 238	7 832	5 406	13 861	7 927	5 934	13 402	7 924	5 478	1,3%
10-14	Industries extractives	1 463	751	712	1 565	815	750	1 648	864	785	0,2%
15-16	Industries alimentaires, des boissons et du tabac	28 504	20 587	7 917	29 696	21 682	8 014	30 638	22 498	8 140	1,9%
17	Industrie textile	2 535	1 525	1 010	2 582	1 554	1 027	2 486	1 495	991	0,2%
18	Industrie de l'habillement et des fourrures	1 126	788	337	1 153	808	345	1 110	771	338	0,1%
19	Industrie du cuir et de la chaussure	330	221	109	367	255	112	371	256	115	0,0%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	6 747	3 933	2 813	7 283	4 314	2 970	7 688	4 622	3 066	0,7%
21	Industrie du papier et du carton	4 718	3 076	1 642	4 600	3 008	1 592	4 588	3 036	1 552	0,4%
22	Edition, impression	10 532	5 529	5 004	10 172	5 300	4 872	10 124	5 285	4 839	1,1%
23-24	Chimie, raffinage de pétrole	49 887	35 893	13 993	52 605	37 885	14 720	57 035	40 995	16 040	3,7%
25	Fabrication d'art. en caoutchouc et en mat. plast.	6 390	3 915	2 475	6 776	4 211	2 565	7 007	4 403	2 604	0,6%
26	Fabrication d'autres produits minéraux	4 842	2 893	1 949	4 757	2 777	1 979	5 010	2 905	2 105	0,5%
27	Métallurgie	4 116	2 573	1 543	4 586	2 928	1 658	4 807	3 098	1 709	0,4%
28	Travail des métaux	15 666	8 072	7 594	16 560	8 869	7 692	16 852	8 949	7 903	1,8%
29	Fabrication de machines	29 153	17 847	11 306	30 818	19 268	11 549	31 035	19 400	11 636	2,7%
30-31	Fabr. de machines, d'équip. élec. et informatiques	13 297	10 118	3 179	13 906	10 565	3 341	14 485	10 999	3 486	0,8%
32	Fabrication d'équipements de communication	7 054	4 560	2 494	7 761	4 948	2 813	8 015	5 071	2 944	0,7%
33	Fabr. d'instr. médicaux et d'optique; horlogerie	26 536	15 929	10 607	27 984	17 041	10 943	30 485	18 300	12 184	2,8%
34	Industrie automobile	1 358	915	443	1 376	938	438	1 434	978	456	0,1%
35	Fabrication d'autres moyens de transport	3 565	2 459	1 106	3 688	2 506	1 183	3 744	2 529	1 215	0,3%
36	Activités manuf. (meubles, bijoux, jouets...)	5 376	3 314	2 063	5 444	3 347	2 096	5 596	3 467	2 129	0,5%
37	Récupération et préparation au recyclage	1 227	837	389	1 363	907	456	1 350	920	430	0,1%
40-41	Production et distribution d'électricité et d'eau	24 408	15 704	8 704	23 979	15 666	8 313	25 779	17 152	8 627	2,0%
45	Construction	47 432	24 087	23 346	49 848	26 027	23 821	52 555	27 642	24 912	5,7%
50	Commerce/rép. auto; commerce de carburants	9 755	3 338	6 418	9 914	3 219	6 695	10 255	3 429	6 826	1,6%
51-52	Commerce de gros et de détail	77 213	27 841	49 372	80 456	29 646	50 810	82 057	30 374	51 682	11,8%
55	Hôtellerie et restauration	20 182	9 837	10 346	19 915	9 810	10 105	20 324	10 085	10 239	2,3%
60-62	Transports par terre, eau, conduites et air	22 619	12 447	10 172	23 993	13 401	10 591	25 350	14 471	10 879	2,5%
63	Services aux. des transports; agences de voyage	11 256	7 056	4 200	12 153	7 539	4 614	12 348	7 648	4 701	1,1%
64	Postes et télécommunications	25 633	13 093	12 540	26 165	13 130	13 034	27 097	13 729	13 368	3,1%
65	Intermédiation financière	51 749	17 989	33 760	53 418	18 887	34 531	58 227	20 941	37 286	8,5%
66	Assurances (y.c. assurances sociales privées)	38 170	21 520	16 649	37 439	20 267	17 172	36 919	21 565	15 353	3,5%
70	Activités immobilières	6 424	2 131	4 293	6 572	2 162	4 410	6 697	2 190	4 507	1,0%
71+74	Location machines et équipmt, services aux entr.	47 007	18 929	28 077	51 678	21 683	29 995	53 564	22 450	31 115	7,1%
72	Activités informatiques	13 463	5 975	7 489	14 524	6 569	7 955	14 988	6 773	8 215	1,9%
73	Recherche et développement	5 310	3 543	1 767	5 665	3 763	1 902	6 736	4 691	2 045	0,5%
75	Administrations publiques, ass. soc. publiques	64 146	17 644	46 502	65 143	17 762	47 381	66 151	17 952	48 199	11,0%
80	Enseignement	4 208	1 665	2 543	4 047	1 628	2 420	4 126	1 693	2 433	0,6%
85	Santé et activités sociales	38 409	12 314	26 095	39 774	12 388	27 385	41 517	13 183	28 334	6,5%
90	Assainissement, voirie et gestion des déchets	1 877	1 008	869	1 902	1 017	886	1 923	1 023	900	0,2%
91-92	Activités associatives, culturelles et sportives	14 269	8 278	5 991	14 376	8 311	6 065	14 592	8 424	6 167	1,4%
93-95	Services personnels et domestiques	4 456	1 070	3 386	4 596	1 079	3 516	4 756	1 129	3 627	0,8%
96-97	Location d'immeubles (ménages)	36 077	10 445	25 632	36 967	10 865	26 101	37 946	11 106	26 840	6,2%
<b>Total avant ajustements</b>		<b>801 721</b>	<b>389 478</b>	<b>412 244</b>	<b>831 425</b>	<b>406 674</b>	<b>424 751</b>	<b>862 815</b>	<b>426 415</b>	<b>436 400</b>	<b>100,0%</b>
Impôts sur les produits				28 771			29 929			30 425	
Subventions sur les produits				-3 283			-3 302			-3 152	
<b>Total après ajustements **</b>				<b>437 731</b>			<b>451 379</b>			<b>463 673</b>	

\* Suite à la révision partielle des comptes nationaux en août 2007, l'ensemble de la série des agrégats contenu dans ce tableau a été modifié.

\*\* La somme des valeurs ajoutées après ajustement correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute

p = provisoire

CI = Consommation intermédiaire

Part VAB = Part relative de la VAB en %

VAB = Valeur ajoutée brute



### T3a.4n Compte de production par secteurs économiques\*

(à prix courants, en millions de francs)

NOGA	Secteurs économiques	2003			2004			2005 p			
		VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	CI	CI	VAB	Part VAB
1-5	Agriculture, sylviculture	13 238	7 832	5 406	13 861	7 927	5 934	13 402	7 924	5 478	1,3%
10-45	Industrie, bâtiment et génie civil	296 262	185 525	110 736	308 870	195 620	113 249	323 840	205 635	118 205	27,1%
50-97	Services (y compris le commerce)	492 221	196 121	296 101	508 695	203 127	305 568	525 573	212 857	312 717	71,7%
	<b>Total avant ajustements</b>	<b>801 721</b>	<b>389 478</b>	<b>412 244</b>	<b>831 425</b>	<b>406 674</b>	<b>424 751</b>	<b>862 815</b>	<b>426 415</b>	<b>436 400</b>	<b>100,0%</b>
	Impôts sur les produits			28 771			29 929			30 425	
	Subventions sur les produits			-3 283			-3 302			-3 152	
	<b>Total après ajustements **</b>			<b>437 731</b>			<b>451 379</b>			<b>463 673</b>	

\* Suite à la révision partielle des comptes nationaux en août 2007, l'ensemble de la série des agrégats contenu dans ce tableau a été modifié.

\*\* La somme des valeurs ajoutées après ajustement correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute

p = provisoire

CI = Consommation intermédiaire

Part VAB = Part relative de la VAB en %

VAB = Valeur ajoutée brute

### T3a.5n Compte de production par secteurs institutionnels\*

(A prix courants, en millions de francs)

Code	Secteurs institutionnels	2003			2004			2005 p			
		VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB	Part VAB
S.11 + S.14	Sociétés non financières et ménages	634 064	326 932	307 132	661 352	344 211	317 141	687 093	360 336	326 757	74,9%
S.12	Sociétés financières	89 919	39 509	50 410	90 857	39 155	51 703	95 145	42 506	52 639	12,1%
S.121 – S.122	Sociétés financières (hors S.125)	51 749	17 989	33 760	53 418	18 887	34 531	58 227	20 941	37 286	8,5%
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	38 170	21 520	16 649	37 439	20 267	17 172	36 919	21 565	15 353	3,5%
S.13	Administrations publiques	64 146	17 644	46 502	65 143	17 762	47 381	66 151	17 952	48 199	11,0%
S.13/14	Administrations de sécurité sociale	1 020	733	287	1 217	916	301	1 204	904	299	0,1%
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	13 592	5 393	8 199	14 073	5 546	8 527	14 426	5 621	8 805	2,0%
	<b>Total avant ajustements</b>	<b>801 721</b>	<b>389 478</b>	<b>412 244</b>	<b>831 425</b>	<b>406 674</b>	<b>424 751</b>	<b>862 815</b>	<b>426 415</b>	<b>436 400</b>	<b>100,0%</b>
	Impôts sur les produits			28 771			29 929			30 425	
	Subventions sur les produits			-3 283			-3 302			-3 152	
	<b>Total après ajustements**</b>			<b>437 731</b>			<b>451 379</b>			<b>463 673</b>	

\* Suite à la révision partielle des comptes nationaux en août 2007, l'ensemble de la série des agrégats contenu dans ce tableau a été modifié.

\*\* La somme des valeurs ajoutées après ajustement correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute

p = provisoire

CI = Consommation intermédiaire

Part VAB = Part relative de la VAB en %

VAB = Valeur ajoutée brute

**T3a.4r Compte de production par secteurs économiques\***

(Variation par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente)

2004			2005 p			Secteurs économiques	NOGA
VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB		
5,6%	1,6%	11,4%	-0,5%	1,2%	-2,7%	Agriculture, sylviculture	1-5
3,5%	4,9%	1,3%	4,2%	4,6%	3,5%	Industrie, bâtiment et génie civil	10-45
3,1%	3,7%	2,8%	2,8%	4,2%	2,0%	Services (y compris le commerce)	50-97
<b>3,3%</b>	<b>4,2%</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,3%</b>	<b>Total avant ajustements</b>	
		<b>2,5%</b>			<b>2,4%</b>	<b>Total après ajustements **</b>	

\* Suite à la révision partielle des comptes nationaux en août 2007, l'ensemble de la série des agrégats contenu dans ce tableau a été modifié.

\*\* La somme des valeurs ajoutées après ajustement correspond au PIB aux prix du marché.

VPB = Valeur de la production brute p = provisoire

VL = Vorleistungen

BWS = Bruttowertschöpfung

**T3a.5r Compte de production par secteurs institutionnels\***

(Variation par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente)

2004			2005 p			Secteurs institutionnels	Code
VPB	CI	VAB	VPB	CI	VAB		
3,6%	5,0%	2,2%	3,1%	4,2%	2,0%	Sociétés non financières et ménages	S.11 + S.14
3,4%	-0,2%	6,3%	7,0%	8,3%	6,1%	Sociétés financières	S.12
5,5%	4,2%	6,2%	8,6%	10,7%	7,5%	Sociétés financières (hors S.125)	S.121 – S.122
0,6%	-3,9%	6,4%	4,7%	6,0%	3,1%	Sociétés d'assurance et fonds de pension	S.125
0,8%	0,7%	0,8%	0,5%	0,3%	0,5%	Administrations publiques	S.13
3,9%	29,4%	-61,4%	0,1%	0,2%	-0,1%	Administrations de sécurité sociale	S.13/14
0,8%	2,6%	-0,3%	-0,2%	0,3%	-0,5%	Institutions sans but lucratif au service des ménages	S.15
<b>3,3%</b>	<b>4,2%</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,3%</b>	<b>Total avant ajustements</b>	
		<b>2,5%</b>			<b>2,4%</b>	<b>Total après ajustements **</b>	

\* La somme des valeurs ajoutées après ajustements correspond au PIB aux prix du marché.

\*\* Suite à la révision partielle des comptes nationaux en août 2007, l'ensemble de la série des agrégats contenu dans ce tableau a été modifié.

VPB = Valeur de la production brute p = provisoire

CI = Consommation intermédiaire

VAB = Valeur ajoutée brute

